

Numéro 34 - 2 août 2017

## Venezuela

# Vive la juste cause du peuple du Venezuela à la défense de la Révolution bolivarienne!



Manifestation en appui au peuple vénézuélien et sa défense de la souveraineté de la République bolivarienne à Ottawa le 29 juillet 2017, une des nombreuses manifestations dans les villes canadiennes ce jour-là

## Venezuela

- Vive la juste cause du peuple du Venezuela à la défense de la Révolution bolivarienne!
- Résultats de l'élection de l'Assemblée nationale constituante
- Gloire au peuple courageux du Venezuela - *Front de défense des peuples Hugo Chávez, Ottawa*
- Cuba dénonce la mise en oeuvre d'une opération internationale menée par les États-Unis pour taire la voix du peuple vénézuélien - *Ministère des Affaires étrangères de Cuba*
- Message du Réseau en défense de l'humanité

## À titre d'information

- Déclarations du gouvernement canadien et de partis politiques ayant des sièges au parlement appelant à l'ingérence dans les affaires internes du Venezuela

## Venezuela

# Vive la juste cause du peuple du Venezuela à la défense de la Révolution bolivarienne!



Vancouver, le 30 juillet 2017

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appuie de tout coeur le peuple vénézuélien qui lutte pour défendre la Révolution bolivarienne et la souveraineté de la République bolivarienne contre les forces violentes de l'opposition inspirées de l'étranger.

Nous lui souhaitons tout le succès possible dans la mise en place d'un processus tout à fait légitime visant à créer une constitution nouvelle qui va exprimer les véritables aspirations du peuple aujourd'hui et lui permettre de créer une société qui va poursuivre les progrès réalisés dans l'amélioration de la vie du peuple.

Nous condamnons le rôle antidémocratique criminel joué par le gouvernement canadien, par le biais de sa ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, en appui à la campagne dirigée par les États-Unis pour arrêter le processus constitutionnel, renverser le gouvernement du président Nicolás Maduro et ramener les Vénézuéliens à une vie de pauvreté de masse et de répression.



Freeland agit sans fondement légal ou moral et sans mandat des Canadiens en menaçant à son tour les Vénézuéliens de représailles s'ils ne mettent pas fin au processus constitutionnel. Seul le peuple vénézuélien a le droit souverain de décider de la direction de la société et de comment il va choisir sa forme de gouvernement. Les demandes mises de l'avant par Freeland, à partir d'un script écrit à Washington, constituent une ingérence inacceptable dans les affaires d'un pays souverain. Il s'agit là d'une tentative de coup d'État constitutionnel au Venezuela, du genre qui a été manigancé au Honduras en 2009 et au Brésil l'année dernière, toujours au nom du soutien aux processus et aux principes démocratiques. C'est une supercherie.

Les représentants du Parti conservateur et du Nouveau Parti démocratique ont pris une position



**À Toronto, le 29 juillet 2017. Sur les pancartes: « Notre revanche va être l'approfondissement de la révolution bolivarienne ! » et « L'Assemblée constituante est proche ! »**

similaire. Leurs avertissements contre la mise en oeuvre d'un processus constitutionnel légal sont particulièrement hypocrites compte tenu que le gouvernement canadien célèbre les 150 ans d'une constitution imposée par la Prérogative royale d'un parlement impérial étranger. Doit-on rappeler à la ministre Freeland que son gouvernement a même mis de côté son propre processus de consultation et ses promesses de changements à la loi électorale du Canada ?

La demande de Freeland que le Venezuela « revienne » à la démocratie et « respecte le droit international » est non seulement hypocrite mais absurde dans le contexte de l'appui que donne le Canada aux néonazis et aux anciens

collaborateurs nazis en Ukraine et de son appui aux guerres d'agression, d'occupation et de changement de régime que mènent les États-Unis en différentes parties du monde. C'est le gouvernement du Canada qui viole le droit international en s'ingérant dans les affaires internes de pays indépendants au nom de grands idéaux.

Freeland et ces partis politiques représentés au Parlement ne parlent pas au nom des Canadiens quand ils répètent les menaces des États-Unis contre le Venezuela. Les Canadiens veulent que le Canada soutienne le principe de la souveraineté de toutes les nations. Le PCC(M-L) souhaite aux Vénézuéliens le même avenir brillant de démocratie et d'indépendance que nous voulons pour nous-mêmes. Nous appuyons l'objectif de l'Assemblée constituante de consolider le projet des Vénézuéliens de se bâtir une vie meilleure dans la paix.



**Ottawa, le 29 juillet 2017**

*(Photos : Ambassade du Venezuela au Canada, Front de défense des peuples Hugo Chávez, Fire This Time)*



# Résultats de l'élection de l'Assemblée nationale constituante



**Le président Maduro, aux quartiers-généraux du CNE le 31 juillet 2017, reçoit le premier exemplaire du Bulletin électoral des mains de la présidente du CNE Tibisay Lucena et déclare : « J'accepte le verdict héroïque du peuple du Venezuela : nous l'avons, notre Assemblée nationale constituante. »**

Vers minuit dimanche dernier, le Conseil national électoral du Venezuela (CNE) a annoncé que 8 089 320 Vénézuéliens, représentant 41,53 % des électeurs inscrits du pays, ont participé à l'élection de dimanche de l'Assemblée nationale constituante (ANC).

La présidente du CNE Tibisay Lucena a dit que 537 des 545 membres de l'Assemblée nationale constituante ont été élus dimanche et que mardi, les communautés autochtones du Venezuela vont choisir les huit autres représentants selon leurs processus traditionnels.

En recevant le premier Bulletin électoral contenant les résultats préliminaires, le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro, a félicité le CNE pour son travail. Il a dit que le fait qu'il ait garanti, au milieu d'une guerre, que le peuple puisse exercer sa volonté et aller voter démontre selon lui la force des institutions démocratiques du pays.



**« Aujourd'hui, votons tous pour la paix ! »**

Un groupe de 43 personnes constitué d'« experts politiques, de parlementaires, d'autochtones, de paysans, de travailleurs et de représentants de missions et d'organismes électoraux » d'Europe et d'Amérique latine, centrale et du Nord qui avaient été invités par le Conseil national électoral à observer l'élection a émis son propre communiqué. Parmi eux se trouvaient des membres du Conseil des experts électoraux latino-américains (CEELA) invités pour observer et faire des recommandations sur différents aspects de la tenue des élections à partir du 17 juillet jusqu'au jour du scrutin. Le CEELA a produit un rapport technique plus détaillé de ses observations qui confirme ce qui est dit dans le communiqué. On peut le lire [ici](#).

Le groupe international a dit qu'il considère que l'élection a été appelée de manière légale et légitime sur la base de l'Article 348 de la constitution du pays et conformément à la Charte des Nations unies.

Il a aussi mentionné que la capacité du peuple à exercer son droit de vote a été garantie par l'établissement de centres de scrutin sur tout le territoire vénézuélien et que son droit à un vote secret a été garanti par le système de votation du CNE qui est entièrement vérifiable à chaque étape et dont la fiabilité en ce qui a trait au traitement et à la transmission des données a été vérifiée lors de 20 élections nationales.



Les observateurs internationaux ont dit que les Vénézuéliens ont participé de manière pacifique et civile à l'exercice de leur droit constitutionnel de voter dans des élections libres, universelles et directes à vote secret. Ils ont salué le peuple pour s'être « prononcé pour la paix par sa participation au vote malgré les menaces et les gestes interventionnistes du gouvernement des États-Unis d'Amérique et de ses partenaires et alliés ».

Ils ont condamné les « actes violents et terroristes menés par les secteurs antidémocratiques avant et pendant la tenue des élections, et les ont qualifiés de tentative d'intimider et de terroriser la population et de saboter le processus électoral. Ils ont aussi

condamné ce qu'ils ont décrit comme une campagne médiatique internationale massive contre la démocratie vénézuélienne visant à créer les conditions pour le déclenchement d'une intervention étrangère.

Le groupe s'est dit confiant que l'Assemblée nationale constituante fournira un espace pour promouvoir le rassemblement de tous les Vénézuéliens sans égard à l'affiliation politique dans un dialogue inclusif permettant au Venezuela de travailler au bien-être collectif dans un climat de paix et le plein exercice du droit à l'autodétermination des peuples.

Ils ont conclu leur communiqué par un appel aux peuples et aux gouvernements du monde à respecter les résultats de l'élection de l'Assemblée nationale constituante comme une expression de l'autodétermination du peuple vénézuélien.



---

## **Gloire au peuple courageux du Venezuela**

**- Front de défense des peuples Hugo Chávez, Ottawa -**

Le 30 juillet 2017, le peuple du Venezuela a montré au monde entier qu'il n'a pas peur et ne prête pas attention à ceux qui, de manière arrogante et violente, veulent que le Venezuela redevienne une colonie de l'empire nord-américain, une société divisée entre les démunis et les possédants, où les enfants quêtent dans les rues et sont regardés avec mépris, où des personnes vivent dans des huttes faites de poubelles et sans eau potable, où il existe de merveilleux hôpitaux exclusivement pour les riches et où une minorité décide de tout tandis que la majorité n'a aucune voix.

Dimanche dernier, des hommes et des femmes de tous les coins de la patrie ne se sont pas prosternés devant les menaces et la violence, et ont dit oui à la paix, oui à l'union de tous les Vénézuéliens pour résoudre respectueusement les problèmes du pays. Avec leur vote en main, ils ont dit au monde entier que les Vénézuéliens savent comment se rencontrer en tant que frères et sœurs pour faire face à tout défi. Le vote du peuple vaillant et pacifique du Venezuela est déjà inscrit dans les livres de l'histoire et ni les menaces de l'empire nord-américain ni le refrain négatif de ses serviteurs dans leurs palais gouvernementaux et leurs porte-paroles médiatiques ne peuvent changer cela.

*L'Assemblée constituante va de l'avant ! Vive la paix !*

## Le Venezuela vote - Reportage photo









(AVN, Prensa Latina. Photos : Gouvernement du Venezuela, CubaDebate)



## **Cuba dénonce la mise en oeuvre d'une opération internationale menée par les États-Unis pour taire la voix du peuple vénézuélien**

**- Ministère des Affaires étrangères de Cuba -**

Ce dimanche 30 juillet 2017, durant les élections à l'Assemblée nationale constituante en République bolivarienne du Venezuela, le peuple vénézuélien a prouvé au monde qu'il est pleinement maître de ses droits souverains et qu'il milite du côté de la liberté, dans la défense de la sécurité citoyenne, de l'indépendance et de la libre détermination de sa patrie, comme il l'a fait tout au long de l'Histoire de l'Amérique latine et de la Caraïbe, depuis Bolívar.

Le Venezuela s'est rendu en masse aux urnes comme jamais auparavant dans une démarche constituante. Ce peuple qui a bravé les blocages de rues, les *guarimbas* (violences de rues), les sabotages économiques et les menaces internationales, a vaincu par ses votes la stratégie de l'impérialisme et des oligarchies, ainsi que d'une opposition qui n'a pas hésité à recourir aux formes de cruauté les plus brutales. On ne peut qu'être offensé par le cynisme de ceux qui prétendent accuser le gouvernement et les défenseurs du peuple des crimes commis.

Cuba dénonce le lancement d'une opération internationale bien orchestrée, dirigée par Washington, avec le soutien du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OÉA), destinée à réduire au silence la voix du peuple vénézuélien, ignorer sa volonté, le forcer à la reddition par des attaques et des sanctions économiques.

Le gouvernement des États-Unis, pour sa part, a imposé directement au président constitutionnel Nicolas Maduro Moros des sanctions insolites, contraires au droit international et arbitraires que nous rejetons.

Nous connaissons bien ces pratiques interventionnistes. Ils pensent que ces méthodes leur

permettront de soumettre le peuple à une opposition fantoche qu'ils ont financée et qui cherche aujourd'hui à embraser le pays.

Une fois de plus, nous réitérons les propos du président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, le général d'armée Raul Castro Ruz, le 14 juillet, à l'Assemblée nationale :

« L'agression et la violence putschistes contre le Venezuela portent préjudice à l'ensemble de Notre Amérique et ne servent que les intérêts de ceux qui s'obstinent à nous diviser pour exercer leur domination sur nos peuples, peu leur importe s'ils provoquent des conflits aux conséquences incalculables dans cette région, comme nous le constatons dans plusieurs endroits du monde. »

« Nous lançons une mise en garde sur le fait que ceux qui prétendent aujourd'hui renverser par des voies inconstitutionnelles, violentes et putschistes la Révolution bolivarienne et chaviste, assumeront une grande responsabilité envers l'Histoire. »

Rien ne peut arrêter un peuple maître de son destin. Seuls les Vénézuéliens peuvent décider de la manière dont ils vont surmonter leurs problèmes et tracer leur avenir. Halte aux ingérences, aux conciliabules, aux trahisons à l'esprit bolivarien.

Nous réaffirmons notre solidarité inébranlable avec le peuple et le gouvernement boliviariens et chavistes, ainsi qu'avec son Union civique et militaire dirigée par le président constitutionnel Nicolas Maduro Moros.

Comme l'a déclaré Fidel à l'Université centrale de Caracas lors de sa visite en janvier 1959 : « La position du Gouvernement révolutionnaire de Cuba sera ferme et sans hésitations d'aucune sorte, car le moment est venu pour que les peuples sachent se défendre et exiger leurs droits. »

*(1er août 2017)*



---

## Message du Réseau en défense de l'humanité

Le Réseau des intellectuels, des artistes et des mouvements sociaux en défense de l'humanité tient à féliciter le peuple vénézuélien pour la leçon de démocratie qu'il a donnée lors du vote de l'Assemblée constituante nationale hier.

Malgré les tentatives de la droite nationale et internationale de susciter la haine et la terreur pour empêcher, par la peur, l'exercice du droit démocratique de voter, les gens sont descendus dans la rue pour dire non à la violence et oui à une Assemblée constituante nationale. Ils considéraient cela comme un outil de paix, un moyen de renforcer la démocratie participative et de constitutionnaliser les progrès accomplis.

Il faut souligner particulièrement l'ingérence impériale indécente dans ce processus (comme l'a reconnu sans aucune honte la CIA elle-même), l'amplification, et la légitimation de la violence que les sociétés transnationales ont diffusées impunément.

Nous reconnaissons non seulement les résultats de plus de 8 000 000 de votes du peuple vénézuélien, mais nous condamnons également toute intention actuelle ou future de déstabiliser le gouvernement légitime dirigé par Nicolas Maduro Moros ou l'installation de l'Assemblée constituante. Nous demandons au peuple des Amériques de rejeter la complicité des gouvernements de droite de la région avec le gouvernement des États-Unis dans ses tentatives de

coup d'État et d'interventionnisme contre le Venezuela.

Nous disons aussi Oui à l'Assemblée constituante comme un moyen d'approfondir le pouvoir et la justice sociale que le peuple vénézuélien a hérités du commandant Hugo Chávez, qui a toujours combattu pour un Venezuela et une Amérique latine plus dignes et souverains.

À cet égard, nous soulignons l'importance de savoir à ce moment crucial quel est le bon côté de la lutte au Venezuela pour s'y rallier : pour nous, c'est, et ce sera toujours, de faire face à l'impérialisme et de défendre la souveraineté politique, économique et territoriale du Venezuela.

*Réseau en défense de l'humanité*  
*Notre Amérique, 31 juillet 2017*



---

### À titre d'information

## Déclarations du gouvernement du Canada et de partis politiques ayant des sièges au parlement appelant à l'ingérence dans les affaires internes du Venezuela



**Piquetage à Toronto près du bureau de circonscription de la ministre des Affaires étrangères  
Chrystia Freeland le premier août 2017**

Dans une déclaration émise le 30 juin, la journée même de l'élection par les Vénézuéliens de leurs représentants à l'Assemblée constituante, la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland a bien exprimé le sale rôle d'ingérence dans les affaires du peuple vénézuélien que le Canada continue de jouer en tant que participant aux forces de changement de régime dirigées par les États-Unis :

« Le Canada dénonce et condamne le geste significatif et antidémocratique posé aujourd'hui par le

régime en place au Venezuela. La création d'une assemblée constituante contribuera à accroître les tensions dans le pays en privant les Vénézuéliens de leurs droits démocratiques fondamentaux. »

Quatre jours plus tôt, dans une déclaration émise alors que les préparatifs pour les élections étaient en cours, Freeland avait tenté de justifier cette position en affirmant faussement que le processus par lequel l'Assemblée constituante avait été convoquée était « contraire à la constitution du Venezuela ». Puis, le 30 juillet, ajoutant encore à l'injure, elle a tourné la vérité à l'envers en blâmant le vote pour « les pertes de vie et l'escalade de la violence » au Venezuela.

On lit aussi dans la déclaration du 30 juillet :

« Malgré les appels répétés des pays membres de l'Organisation des États américains et de la communauté internationale, dont le Canada, lui demandant de renoncer à son projet d'assemblée nationale constituante, le président Maduro et son gouvernement ont choisi de poursuivre sur la voie de l'institutionnalisation d'un régime autoritaire au Venezuela. Les personnes qui savent la démocratie et les droits de la personne au Venezuela doivent répondre de leurs actes.

« Le processus de sélection - établi par le gouvernement - pour l'assemblée nationale constituante est de nature antidémocratique. Le Venezuela doit respecter les droits inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans les traités sur les droits de la personne auxquels il a adhéré. »

Toute une déclaration de la part de la porte-parole d'un gouvernement qui loin d'accorder un rôle à ses propres citoyens dans la modification de leur constitution vient de balayer du revers de la main les résultats de sa propre consultation sur la réforme du système électoral parce que les résultats n'étaient pas ce qu'il espérait.

En ce qui concerne la position du Canada sur les nouvelles sanctions de l'administration des États-Unis contre de hauts représentants du gouvernement vénézuélien en représailles à la tenue d'élections à l'Assemblée constituante - un geste que Chrystia Freeland s'est empressée de louer - la CBC rapportait ces propos d'un porte-parole du gouvernement Trudeau : « Leur régime de sanctions leur permet d'agir plus facilement et rapidement, mais nous continuons d'étudier les sanctions des États-Unis, de surveiller la situation et d'évaluer nos options. »

Peter Kent, porte-parole du Parti conservateur en matière d'Affaires étrangères, a fait le commentaire suivant sur la déclaration émise par Freeland la journée des élections au Venezuela : « Tout ce qu'elle dit est conforme à l'appui du Canada à un vote libre et équitable dans les plus brefs délais et au rejet de cette frauduleuse Assemblée constituante qui est une façon détournée d'établir un pouvoir unique, autocratique et à parti unique. Nous trouvons par contre qu'elle ne va pas assez loin. »

« Nous pourrions en faire davantage sur le plan humanitaire, et nous pourrions définitivement en faire davantage en faisant comme d'autres pays démocratiques qui ont déjà imposé de nouvelles sanctions au Venezuela ou qui se sont engagés à le faire si les élections ont lieu et si le gouvernement agit dans le sens de remplacer les membres légitimement élus de l'Assemblée nationale », a dit Kent.

Hélène Laverdière, la porte-parole en matière d'Affaires étrangères pour le Nouveau parti démocratique, aurait fait les affirmations suivantes dans un courriel envoyé à la CBC :

« Au lendemain du vote illégitime de dimanche sur l'Assemblée constituante, il est plus important que jamais pour le Canada de travailler avec nos alliés et, par le biais de groupes multilatéraux comme l'OÉA, d'en arriver à une résolution durable de la crise.

« Nous aimerions que le gouvernement soit plus actif à fournir de l'aide humanitaire, à exiger la libération des prisonniers politiques, la tenue d'élections et le respect de l'Assemblée nationale. »

Dans une déclaration du 3 juin, le NPD avait déjà montré qu'il appuie clairement les activités du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OÉA) Luis Almagro, y compris ses tentatives répétées d'obtenir un mandat des pays de l'hémisphère pour le recours à la Charte démocratique interaméricaine dans le but d'intervenir contre le Venezuela en violation de la souveraineté de ce pays.

Selon le *Globe and Mail* du 28 juillet, Laverdière a dit que le Canada doit « consulter ses alliés pour répondre à la crise vénézuélienne », ce à quoi les libéraux répondraient que c'est exactement ce qu'ils font en complotant avec les États-Unis et leur agent à l'OÉA, Luis Almagro, de même qu'avec le Mexique et certains autres gouvernements néolibéraux pour tenter d'obtenir un mandat autorisant l'OÉA à intervenir au Venezuela.



Toronto, 29 juillet 2017

(CBC, *Globe and Mail*. Photos : LML, Front de défense des peuples Hugo Chávez)



---

Lisez **Le Marxiste-Léniniste**  
Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)